

FORMULAIRE DE PROTECTION CONTRE LES PANNES D'ÉQUIPEMENT

A. COUVERTURE

Nous verserons une indemnité pour les sinistres causés aux Biens assurés, sur les lieux désignés dans les Conditions particulières, par une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques » touchant l'« objet assuré ». L'« objet assuré » doit se trouver sur les lieux désignés, et il doit vous appartenir ou être sous vos soins, votre garde ou votre contrôle.

1. Biens assurés

Bien assurés, aux fins de la présente Protection, signifie :

- a. vos biens;
- b. les biens de tiers, pendant qu'ils sont sous vos soins, votre garde ou votre contrôle et dont vous êtes également responsable.

2. Protections complémentaires

a. Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires

Si la Protection contre les pannes d'équipement est ajoutée à une police qui offre la protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires, nous verserons une indemnité correspondant aux pertes de revenu d'entreprise ou aux dépenses supplémentaires résultant exclusivement d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré », sous réserve des dispositions supplémentaires suivantes :

À la survenue d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques », vous devez nous en aviser immédiatement, avec confirmation écrite. Nous verserons une indemnité pour cette protection supplémentaire seulement (1) à compter du moment de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques » ou (2) vingt-quatre (24) heures avant le moment où nous recevons l'avis de « panne » ou de « défaillance de circuits électroniques », selon l'éventualité la plus tardive.

« Revenu d'entreprise » désigne la garantie fournie au titre du formulaire Protection du revenu commercial.
« Dépenses supplémentaires » désigne l'assurance fournie au titre de l'avenant Revenu d'entreprise – Protection pour Dépenses supplémentaires ou de l'avenant 13. Dépenses supplémentaires du formulaire Assurance des bâtiments et des biens commerciaux – Amélioration Plus, selon le cas.

b. Frais engagés en raison de la réglementation

Si, au moment de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré », il existe déjà une loi, un règlement, une ordonnance, un règlement municipal, une règle ou décision de justice réglementant ou restreignant la réparation, la modification, l'usage, la conduite, la construction ou l'installation du bien assuré, nous verserons une indemnité correspondant :

- (1) aux frais supplémentaires de réparation ou de remplacement des biens endommagés et non endommagés (y compris les éventuels travaux de démolition et de déblaiement) nécessaires pour satisfaire aux exigences minimales de la loi, du règlement, de l'ordonnance, du règlement municipal, de la règle ou de la décision de justice; et
- (2) si la Protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires figure dans les Conditions particulières, l'augmentation du Revenu d'entreprise ou des Dépenses supplémentaires résultant exclusivement de l'application d'une loi, d'un règlement, d'une ordonnance, d'un règlement municipal, d'une règle ou décision de justice.

c. Frais engagés pour accélérer les travaux

Survenant une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré », nous verserons une indemnité correspondant aux frais supplémentaires raisonnables engagés pour :

- (1) effectuer des réparations temporaires;
- (2) effectuer des réparations permanentes;



- (3) accélérer le remplacement permanent;

de l'« objet assuré » ou autre bien assuré directement endommagé par la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques ».

d. Substances dangereuses

Si la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré » provoque la libération d'une substance dangereuse ou s'il elle est liée à la présence d'une « substance dangereuse », nous verserons une indemnité correspondant :

- (1) aux frais supplémentaires de réparation, de remplacement, de nettoyage ou d'élimination de tout bien assuré touché; et
- (2) si la protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires figure dans les Conditions particulières, l'augmentation du Revenu d'entreprise ou la perte engendrée par les Dépenses supplémentaires causée par la présence de « substances dangereuses ».

L'indemnité maximale que nous verserons pour un sinistre au titre de la présente protection est 100 000 \$.

Au sens de la présente Protection supplémentaire, les frais ou pertes supplémentaires sont ceux et celles qui s'ajouteraient aux frais ou pertes indemnifiables en l'absence de « substance dangereuse ».

e. Coupure de service

Survenant une « panne », mais pas une « défaillance de circuits électroniques », de matériel dont vous n'êtes pas le propriétaire ou l'utilisateur, nous verserons une indemnité correspondant :

- (1) si l'Option 3 figure dans les Conditions particulières, pour la perte de Biens assurés périssables qui se seraient gâtés; et
- (2) Si la Protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires figure dans les Conditions particulières, le Revenu d'entreprise ou les Dépenses supplémentaires;

à la condition expresse que l'équipement :

- (1) soit d'un type désigné dans la définition d'« objet assuré » aux présentes;
- (2) soit situé à ou dans un rayon de trois mille deux cent quatre-vingts (3 280) pieds (1 km) de vos lieux désignés;
- (3) appartienne au propriétaire du bâtiment où se trouvent vos lieux désignés ou à un fournisseur de services publics;
- (4) serve à assurer des services de communication, d'alimentation en électricité, de climatisation, de chauffage, d'alimentation en gaz, en air, en eau ou en vapeur ou de réfrigération à vos lieux désignés.

Coupure de service et de services d'infonuagique

Survenant une « panne », mais pas une « défaillance de circuits électroniques », de matériel dont vous n'êtes pas le propriétaire ou l'utilisateur et qui sert à assurer des « services d'infonuagique » aux lieux désignés dans les Conditions particulières, nous verserons une indemnité correspondant au Revenu d'entreprise ou aux Dépenses supplémentaires, si la protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires figure dans les Conditions particulières, sous réserve que le matériel soit :

- (1) d'un type désigné dans la définition d'« objet assuré »;
- (2) situé au Canada, aux États-Unis d'Amérique, à Porto Rico ou dans tout autre pays où se trouvent les lieux désignés dans les Conditions particulières.

f. Protection des données

Si des « données » sont perdues ou endommagées, nous verserons une indemnité correspondant aux frais de réparation ou de remplacement des « données », y compris les frais de collecte ou de rassemblement de l'information, ainsi que le Revenu d'entreprise ou les Dépenses supplémentaires qui en découlent si la protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires figure dans les Conditions particulières, si les données sont perdues ou endommagées en raison de ce qui suit :



- (1) une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré »; ou
- (2) une « panne », mais pas de la « défaillance de circuits électroniques », de matériel dont vous n'êtes pas le propriétaire ou l'utilisateur et qui sert à assurer des « services d'infonuagique » sur les lieux désignés dans les Conditions particulières, à condition que le matériel soit d'un type désigné dans la définition d'« objet assuré ».

L'indemnité que nous verserons en vertu de la présente protection supplémentaire est plafonnée à 25 000 \$.

Nous ne verserons pas d'indemnité pour des « données » qui sont perdues ou endommagées en raison d'erreurs de programmation de toute nature, y compris l'incapacité d'un logiciel à lire, reconnaître, enregistrer, traiter ou interpréter une date ou une heure.

g. Détérioration

Si l'Option 3 est indiquée comme assurée dans les Conditions particulières, nous verserons une indemnité correspondant au coût de remplacement des biens assurés périssables qui se sont gâtés exclusivement en conséquence de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré ». Si le bien assuré n'est pas remplacé, l'indemnité sera limitée à la « valeur au jour du sinistre » du bien.

h. « Objet assuré » transportable hors des lieux désignés

Survenant la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré » transportable à un moment où l'« objet assuré » se trouve à l'extérieur des lieux désignés dans les Conditions particulières, nous verserons une indemnité correspondant au sinistre subi par l'« objet assuré » transportable et le Revenu d'entreprise ou les Dépenses supplémentaires qui en découlent, si la Protection Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires figure dans les Conditions particulières, à condition que l'« objet assuré » transportable soit :

- (1) d'un type désigné dans la définition d'« objet assuré »;
- (2) au moment du sinistre, situé au Canada, aux États-Unis d'Amérique, à Porto Rico ou dans tout autre pays où se trouvent les lieux désignés dans les Conditions particulières.

Notre responsabilité à l'égard de la perte de tout « objet assuré » transportable de trois (3) ans d'âge ou plus à compter de sa date d'achat à neuf se limite à sa « valeur au jour du sinistre ».

La présente protection n'engage aucunement notre responsabilité à l'égard de la perte d'un « objet assuré » transportable :

- (i) dont vous êtes le fabricant ou le distributeur commercial;
- (ii) qui résulte d'une collision, d'un renversement ou d'un choc externe.

Toutefois, l'indemnité que nous verserons en vertu de la présente protection supplémentaire est plafonnée à 10 000 \$.

i. Relations publiques

Si la protection Revenu d'entreprise figure dans les Conditions particulières, nous verserons une indemnité correspondant à des dépenses raisonnables engagées pour des services professionnels de relations publiques dans le but de créer et de diffuser des communications dont la justification découle directement de l'interruption de vos activités. Ces communications doivent être adressées à un ou plusieurs des destinataires suivants :

- (1) les médias;
- (2) le public; ou
- (3) vos clients ou vos membres.

Ces dépenses doivent être engagées pendant la période commençant au moment de la survenue de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques » et se poursuivant :

- (i) jusqu'à 30 jours civils consécutifs après la date de réparation ou de remplacement des biens assurés; ou
- (ii) pendant tout le temps nécessaire, avec toute la célérité et vigilance qui s'imposent, pour reconstruire, réparer ou remplacer les biens assurés détruits ou endommagés par la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques ».

Toutefois, l'indemnité que nous verserons en vertu de la présente Protection supplémentaire est plafonnée à 5 000 \$.



j. Protection visant les produits verts

Si un « objet assuré » doit être réparé ou remplacé en raison d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques », nous verserons une indemnité correspondant aux frais supplémentaires engagés pour :

- (1) réparer ou remplacer des biens assurés endommagés, l'option retenue étant la moins chère au moment de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques », en faisant appel à des entreprises d'équipement, de matériel et de service exigées ou recommandées par un « programme reconnu de normes environnementales »;
- (2) éliminer des biens ou objets assurés endommagés, si cette solution est pratique, en faisant appel à un processus de recyclage;
- (3) vidanger les locaux reconstruits avec un maximum de 100 % d'air extérieur au moyen d'un dispositif de filtration neuf.

En ce qui concerne un bâtiment qui constitue un bien assuré et qui, au moment de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques », était certifié par un « programme reconnu de normes environnementales », nous verserons une indemnité correspondant aux frais supplémentaires engagés pour :

- (i) prévenir la mise en suspens d'une telle certification;
- (ii) rétablir la certification ou la remplacer par une certification équivalente;
- (iii) faire superviser la réparation ou le remplacement des biens assurés endommagés par un ingénieur reconnu en vertu d'un « programme reconnu de normes environnementales »;
- (iv) faire mettre ou remettre en service par un ingénieur professionnel vos systèmes mécaniques, électriques ou électroniques d'immeuble endommagés.

Au sens des présentes, les frais supplémentaires s'entendent comme les frais qui seraient engagés en dépassement des indemnités payables en l'absence des Protection visant les produits verts.

Cette protection est valable en sus de toute autre protection applicable en vertu de la clause Amélioration des qualités environnementales et de l'efficacité énergétique ou autre assurance et uniquement aux biens assurés qui doivent être réparés ou remplacés en conséquence directe d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques ».

Cette condition ne s'applique pas à des biens valorisés ou assurés sur la base de leur « valeur au jour du sinistre ».

L'indemnité que nous verserons en vertu de la présente protection supplémentaire est plafonnée à 25 000 \$.

k. Marques et étiquettes

Si de la marchandise étiquetée ou portant une marque, qui constitue un « bien assuré », est directement endommagée par une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques », mais conserve une certaine valeur récupérable, vous pouvez :

- (1) tamponner le mot RÉCUPÉRATION sur la marchandise ou son conteneur si le tampon n'endommage pas la marchandise;
- (2) retirer les marques ou les étiquettes, si cela n'endommage pas la marchandise. Vous devez réétiqueter la marchandise ou son contenant conformément à toute loi applicable.

Nous verserons une indemnité correspondant aux dépenses raisonnables et nécessaires que vous avez engagées pour effectuer l'une ou l'autre de ces actions, dans la mesure où elles ne dépassent pas le montant récupéré sur la valeur des biens.

Nous ne verserons aucune indemnité si le sinistre est couvert par un autre contrat d'assurance en vigueur au moment du sinistre, qu'il y ait ou non indemnisation.

L'indemnité que nous verserons en vertu de la présente protection supplémentaire est plafonnée à 100 000 \$.

B. EXCLUSIONS

1. Nous ne verserons pas d'indemnité pour un sinistre causé directement ou indirectement par ce qui suit :

- a. Risque nucléaire;



(1) réaction nucléaire ou rayonnement;

(2) contamination radioactive;

quelle qu'en soit la cause;

b. Conflit armé et intervention armée;

(1) conflit armé, y compris une guerre non déclarée ou une guerre civile;

(2) intervention guerrière par une force militaire, y compris les interventions d'entrave ou de défense contre une attaque réelle ou prévue, d'un gouvernement, d'un souverain ou d'une autre autorité ayant recours à des militaires ou à d'autres agents;

(3) insurrection, rébellion, révolution, coup d'État ou mesure prise par une autorité gouvernementale en vue d'entraver ou de se défendre contre de tels événements;

(4) émeute, mouvement populaire ou acte de sabotage.

Toutefois, à moins que le sinistre soit associé à l'une des causes ci-dessus, nous assurons les sinistres causés par une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré » résultant d'une grève, d'un acte de vandalisme ou autre acte malveillant perpétré par des tiers;

c. Pollution, la contamination ou les dommages causés par une « substance dangereuse », quelle qu'en soit l'origine, sous réserve des conditions énoncées sous 2. Protections complémentaires d. Substances dangereuses;

d. Feu, fumée, combustion ou explosion qui se produit au même moment qu'une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques » ou consécutivement à une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques ». Toutefois, en ce qui concerne tout « objet assuré » consistant en une machine ou un appareil électrique ou électronique, nous verserons une indemnité correspondant aux dommages causés par le feu à cette machine ou à cet appareil au même moment ou consécutivement à une « panne » ou à une « défaillance de circuits électroniques ».

e. Inondation. Toutefois, si la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré » résulte d'une inondation, nous verserons une indemnité correspondant aux dommages ou aux dépenses causés directement par cette « panne » ou cette « défaillance de circuits électroniques ».

f. Foudre, si vous avez une autre assurance couvrant ce risque au moment du sinistre;

g. Fuite d'eau découlant d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques », sauf si :

(1) vous n'avez pas d'autre assurance couvrant ce dommage au moment du sinistre; et

(2) l'eau s'échappe d'un « objet assuré » qui contient normalement de l'eau ou de la vapeur;

h. Dommages à des « données » utilisées par un ordinateur ou d'autre matériel de traitement électronique des données, sous réserve des conditions énoncées sous 2. Protections complémentaires f. Protection des données.

2. Nous ne verserons aucune indemnité pour une « panne » ou une « défaillance de circuits électroniques » découlant directement ou indirectement des causes suivantes :

a. mouvement de la terre, notamment tremblement de terre, glissements de terrain, coulée de boue, affaissement du sol, éruption volcanique ou tsunami;

b. vent, notamment cyclone, tornade ou ouragan;

c. feu, fumée ou explosion imputable la combustion;

d. eau ou autre moyen utilisé pour éteindre un incendie.

3. Nous ne verserons aucune indemnité pour la perte découlant :

a. d'un retard ou d'une interruption des activités, sous réserve des conditions énoncées sous 2. Protections complémentaires a. Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires;

- b. de toute autre conséquence indirecte d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques », sous réserve des conditions énoncées sous 2. Protections complémentaires a. Revenu d'entreprise, Dépenses supplémentaires et g. Détérioration.
- 4. Nous ne verserons aucune indemnité pour les sinistres causés directement ou indirectement par la défaillance, le dysfonctionnement ou la privation de jouissance, partielle ou totale, de tout matériel électronique, système informatique, gisement d'informations, microcircuit ou circuit intégré ou tout autre appareil similaire en raison de :
 - a. l'effacement, la destruction, la corruption, le détournement ou une erreur d'interprétation de « données »;
 - b. toute erreur dans la création, la modification, la saisie, la suppression ou l'utilisation de « données »;
 - c. l'incapacité à recevoir, transmettre ou utiliser des « données »;
 - d. des répercussions causées par un logiciel malveillant ou par le fonctionnement ou dysfonctionnement de l'Internet, d'un intranet, d'un réseau local, d'un réseau privé virtuel ou autre service analogue, ou d'une adresse Internet, d'un site Web ou autre service analogue.

Toutefois, nous verserons une indemnité pour les pertes découlant exclusivement d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques » de tout autre « objet assuré ».

- 5. Nous ne verserons aucune indemnité pour un sinistre couvert par le formulaire Assurance des bâtiments et des biens commerciaux ou l'un de ses avenants.

C. MONTANT D'ASSURANCE

L'indemnité maximale versée par « panne » est le Montant d'assurance applicable précisé dans les Conditions particulières.

Les indemnités versées au titre du paragraphe 2. Protections complémentaires, à l'exception de a. Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires, n'augmenteront pas le Montant d'assurance applicable.

Les indemnités versées au titre du paragraphe 2. Protections complémentaires a. Revenu d'entreprise ou Dépenses supplémentaires seront assujetties au Montant d'assurance indiqué dans les Conditions particulières pour ces protections et s'additionneront au Montant d'assurance stipulé pour les pannes d'équipement.

D. FRANCHISE

Nous ne verserons pas d'indemnité si le montant de la perte, des dommages et des dépenses, par « panne unique », n'est pas supérieur au montant de la Franchise figurant aux Conditions particulières. Nous verserons une indemnité correspondant à la portion du montant de la perte, des dommages et des dépenses qui dépasse la Franchise, jusqu'à concurrence du Montant d'assurance applicable.

E. CONDITIONS

Les conditions suivantes s'ajoutent aux Conditions générales de l'assurance et aux Conditions générales de l'assurance et de l'assurance biens.

1. Évaluation

Nous déterminons la valeur du bien assuré, en cas de perte ou de dommages, de la façon suivante :

- a. « support de données », au coût du matériel vierge;
- b. films exposés, archives, manuscrits et dessins, au coût du matériel vierge, plus le coût de reproduction;
- c. échangeur de chaleur faisant partie des installations de chauffage à air chaud pulsé de cinq (5) ans d'âge ou plus à compter de sa date d'achat à neuf, au coût de la « valeur au jour du sinistre »;
- d. chaudière en fonte de 25 ans d'âge ou plus si, au moment de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques » de cette chaudière, vous n'êtes pas en mesure de vous procurer au Canada la ou les pièces nécessaires pour la réparer, l'indemnité maximale que nous verserons correspondra au moindre des montants suivants :
 - (1) la « valeur au jour du sinistre » des pièces endommagées par la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques »;
 - (2) la « valeur au jour du sinistre » de la chaudière;



- e. Pour tous les biens assurés, le moindre montant entre le coût, au moment de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques »,

(1) de réparation;

(2) de remplacement par des biens de nature, de capacité, de taille, de qualité et fonction similaires;

Nous ne verserons pas d'indemnité pour :

- a. le coût de réparation ou de remplacement de toute partie ou de toute pièce individuelle du bien, si ce coût est supérieur au remplacement de la totalité du bien;
- b. un coût supérieur au coût du remplacement du bien par un autre bien de nature, de capacité, de taille, de qualité et de fonction similaires, sauf dans les conditions énoncées à la clause Amélioration des qualités environnementales et de l'efficacité énergétique;
- c. un coût supérieur au remplacement du bien ailleurs dans le même immeuble ou dans un immeuble voisin;
- d. la perte de dommages d'un bien inutilisable ou qui ne vous est plus d'aucune utilité.

Si le bien endommagé n'est pas réparé ou remplacé dans les 12 mois suivant la date de la « panne » ou de la « défaillance de circuits électroniques », nous verserons une indemnité ne dépassant pas la « valeur au jour du sinistre » du bien endommagé.

Amélioration des qualités environnementales et de l'efficacité énergétique :

Si l'« objet assuré » doit être remplacé en raison d'une « panne » ou d'une « défaillance de circuits électroniques », nous verserons une indemnité correspondant au coût supplémentaire engagé pour le remplacer par un bien plus écologique ou plus efficace que le bien remplacé. Toutefois, l'indemnité versée ne dépassera pas 150 % du coût de remplacement par un bien de nature, de capacité, de taille, de qualité et de fonction similaires.

Cette condition ne s'applique pas à des biens valorisés ou assurés sur la base de leur « valeur au jour du sinistre ».

2. Suspension

S'il s'avère que le matériel est soumis ou exposé à des conditions dangereuses, nos représentants et nos réassureurs sont autorisés à suspendre immédiatement l'assurance, y compris toute assurance applicable aux intérêts d'un créancier hypothécaire désigné dans les Conditions particulières, relative à une « panne » ou à une « défaillance de circuits électroniques » du matériel concerné. Le cas échéant, nous livrerons ou enverrons un avis écrit de la suspension à :

- a. votre adresse, telle qu'elle figure dans les Conditions particulières; ou
- b. l'adresse où se trouve le matériel.

Nous ou notre réassureur convenons de fournir un exemplaire de l'avis de suspension au créancier hypothécaire.

Si nous suspendons votre assurance, vous recevrez un remboursement au prorata de la prime, mais la suspension prendra effet même si nous n'avons pas encore versé ou offert ce remboursement.

F. DÉFINITIONS

Aux seules fins du présent avenant, les définitions suivantes s'appliquent :

- 1. « Valeur au jour du sinistre » Coût de remplacement du bien endommagé par un bien de nature, de capacité, de taille, de qualité et de fonction analogues, diminué de l'amortissement, quelle que soit la cause du sinistre. La détermination de l'amortissement est fondée sur des critères tels que l'âge, l'état et la durée de vie normale du bien.
- 2. « Panne » Défaillance soudaine et accidentelle du bien résultant de dommages physiques, qui nécessite la réparation ou le remplacement du bien ou d'une partie du bien.

Ne constituent pas des « pannes » :

- a. l'épuisement des capacités, la détérioration, la corrosion ou l'érosion du matériel;
- b. l'usure;
- c. le fonctionnement d'un dispositif de sécurité ou de protection;

d. la défaillance d'une structure ou d'une base sur laquelle repose le bien ou une partie du bien.

3. « **Canalisation souterraine** » Toute canalisation, qu'elle se trouve au-dessus ou en dessous du niveau du sol, qui est entièrement enfoui ou enfermée dans :

- a. la terre;
- b. l'asphalte;
- c. le gravier;
- d. le béton;
- e. une autre matière similaire;

et dont l'enlèvement, la réparation ou le remplacement nécessiterait des travaux d'excavation. Les canalisations passant dans une gaine, un tunnel, une gouttière ou un conduit, noyées dans de la mousse isolante ou montées derrière une cloison sèche ne sont pas considérées comme des canalisations souterraines.

4. « **Service d'infonuagique** » Tout service professionnel à la demande de stockage ou de traitement de données en libre-service accessible par Internet ou autre service de télécommunications. Il peut s'agir d'IaaS (infrastructure comme service), de PaaS (plateforme comme service), de SaaS (logiciel comme service) et de NaaS (réseau comme service). Cela comprend des modèles d'affaires connus sous le nom de nuages publics, nuages communautaires et nuages hybrides. Les « services d'infonuagique » comprennent les nuages privés, si de tels services appartiennent à un tiers et sont fournis par lui.

5. « **Données** » Faits, concepts, information ou logiciel sous une forme utilisable aux fins de communication, d'interprétation ou de traitement par du matériel commandé électroniquement ou du matériel électronique et électromécanique qui traite des faits, des concepts, de l'information du logiciel.

6. « **Panne électronique** » Défaillance soudaine et accidentelle des « circuits électroniques » d'un « objet assuré » qui se trouve sous vos soins, votre garde ou votre contrôle et qui fait perdre à un « objet assuré » sa capacité d'assurer les fonctions qu'il assurait juste avant la défaillance. Aucun des cas suivants ne constitue une « défaillance de circuits électroniques » :

- a. Une anomalie à laquelle il est possible de remédier par :
 - (1) un entretien normal, y compris, sans toutefois s'y limiter, le remplacement des pièces d'usure, la recharge des piles ou le nettoyage;
 - (2) la réinitialisation, la recharge ou mise à jour d'un logiciel ou d'un micrologiciel;
 - (3) la fourniture de l'énergie ou de l'alimentation nécessaire.
- b. Une anomalie provoquée directement ou indirectement par l'une des raisons suivantes :
 - (1) l'incompatibilité d'un « objet assuré » avec tout logiciel ou matériel installé, introduit ou mis en réseau au cours des 30 derniers jours; ou
 - (2) le caractère insuffisant de la taille, du rendement ou de la capacité d'un « objet assuré ».
- c. L'exposition à des conditions environnementales défavorables, y compris, sans s'y limiter, la fluctuation de la température ou de l'humidité, à moins que ces conditions n'entraînent une perte de fonctionnalité. L'annulation de la garantie n'est pas considérée comme une perte de fonctionnalité.

7. « **Circuit électronique** » Composantes électroniques, entre autres, cartes de circuits imprimés, circuits intégrés, puces informatiques et lecteurs de disque.

8. « **champignons** » Notamment, toute forme ou tout type de moisissures, levures ou champignons, allergènes ou non, pathogènes ou toxigènes, et toute substance, vapeur ou gaz émis, produit ou rejeté par des « champignons » ou des « spores », ou les mycotoxines, allergènes ou pathogènes qui en résultent.

9. « **Substance dangereuse** » désigne :

- a. tout « polluant », contaminant ou autre substance que les pouvoirs publics ont déclaré dangereux pour la santé ou l'environnement;



- b. tout « champignon », y compris les « spores ».

10. « Objet assuré »

- a. Si l'Option 1 figure dans les Conditions particulières, « objet assuré » désigne tout matériel ou autre dispositif parmi les suivants, que vous possédez, louez, exploitez ou contrôlez :
- (1) Les chaudières, les récipients sous pression soumis ou non à l'action de la flamme, normalement sous vide ou soumis à une pression interne autre que la pression statique de leur contenu, les canalisations métalliques et leurs accessoires et les échangeurs de chaleur faisant partie des installations de chauffage à air chaud pulsé, à l'exclusion des récipients et canalisations faisant partie d'un système de réfrigération et de climatisation;
 - (2) les machines mécaniques ou électriques servant à produire, transmettre ou utiliser l'énergie mécanique ou électrique, à l'exclusion :
 - (a) les machines et autres dispositifs de réfrigération ou de climatisation;
 - (b) des câbles de levage ou de sécurité, des dispositifs d'ancrage, des amortisseurs de cabine ou des amortisseurs de contrepoids faisant partie d'un système d'ascenseur ou de monte-charge;
 - (c) Les machines, dispositifs ou instruments électroniques ainsi que les câbles de fibres optiques utilisés pour la recherche, l'établissement de diagnostics, le traitement, la communication, le traitement de texte ou de « données », la reproduction, la surveillance ou la numérisation.
- b. Si l'Option 2 figure dans les Conditions particulières, « objet assuré » signifie toute machine ou autre dispositif parmi les suivants, que vous possédez, louez, exploitez ou contrôlez :
- (1) Les chaudières, les récipients sous pression soumis ou non à l'action de la flamme, normalement sous vide ou soumis à une pression interne autre que la pression statique de leur contenu; les récipients et canalisations d'installations de réfrigération et de climatisation ainsi que les canalisations métalliques et leurs accessoires; les échangeurs de chaleur faisant partie des installations de chauffage à air chaud pulsé;
 - (2) Les machines mécaniques ou électriques servant à produire, transmettre ou utiliser l'énergie mécanique ou électrique, à l'exclusion :
 - (a) des câbles de levage ou de sécurité, des dispositifs d'ancrage, des amortisseurs de cabine ou des amortisseurs de contrepoids faisant partie d'un système d'ascenseur ou de monte-charge;
 - (b) des machines, dispositifs ou instruments électroniques ainsi que des câbles de fibres optiques utilisés pour la recherche, l'établissement de diagnostics, le traitement, la communication, le traitement de texte ou de « données », la reproduction, la surveillance ou la numérisation.
- c. Si l'Option 3 figure dans les Conditions particulières, « objet assuré » désigne tout équipement parmi les suivants, que vous possédez, louez, exploitez ou contrôlez :
- (1) Les chaudières, les récipients sous pression soumis ou non à l'action de la flamme, normalement sous vide ou soumis à une pression interne autre que la pression statique de leur contenu; les récipients et canalisations d'installations de réfrigération et de climatisation ainsi que les canalisations métalliques et leurs accessoires; les échangeurs de chaleur faisant partie des installations de chauffage à air chaud pulsé;
 - (2) Les machines mécaniques ou électriques servant à produire, transmettre ou utiliser l'énergie mécanique ou électrique, à l'exclusion des câbles de levage ou de sécurité, des dispositifs d'ancrage, des amortisseurs de cabine ou des amortisseurs de contrepoids faisant partie d'un système d'ascenseur ou de monte-charge;
 - (3) Les machines, dispositifs ou instruments électroniques ainsi que les câbles de fibres optiques utilisés pour la recherche, l'établissement de diagnostics, le traitement, la communication, le traitement de texte ou de « données », la reproduction, la surveillance ou la numérisation.

Ne sont pas des « objets assurés » :

- (a) les supports de chaudière, les matériaux réfractaires ou isolants;

- (b) toute partie de chaudière ou de récipient sous pression soumis à l'action directe du feu ne contenant pas de vapeur, d'eau;
 - (c) les « canalisations souterraines », les conduits d'évacuation, les installations d'extinction automatique et leur équipement auxiliaire;
 - (d) tout véhicule ou matériel mobile automoteur.
11. « Support de données » Dispositif sur lequel des « données » sont enregistrées, tel qu'une bande magnétique, un disque dur, un disque optique ou une disquette.
12. « Panne unique » Si la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques » d'un « objet assuré » entraîne la « panne » ou la « défaillance de circuits électroniques » d'un autre « objet assuré » ou une cascade de « pannes » ou de « défaillances de circuits électroniques » simultanément et en raison d'une cause commune, l'ensemble de ces incidents est considéré comme une « panne unique ».
13. « Programme reconnu de normes environnementales » L'un des programmes suivants :
- a. le programme ENERGY STAR®;
 - b. le programme LEED® du Conseil du bâtiment durable du Canada;
 - c. tout programme de normes environnementales reconnues à l'échelle nationale ou internationale ayant pour but de favoriser l'économie d'énergie et des objectifs connexes analogues à ceux des programmes ci-dessus.
14. « Spores » Comprend notamment les particules ou fragments microscopiques reproductifs provenant de « champignons ».